

Madame la Ministre,

Merci de nous recevoir suite au courrier adressé par la FEGEPRO au début février. La délégation ici présente se compose de professeurs de l'enseignement secondaire et de hautes écoles, enseignants la géographie et membres de la FEGEPRO (ASBL pluraliste s'adressant à tous les réseaux) qui représente 300 professeurs et plusieurs dizaines d'écoles secondaires. S'est joint à nous Benjamin Wayens, professeur en Haute Ecole et à l'Université, et qui a également participé au GT GEO. Il est membre du Comité National de Géographie, l'association représentant les géographes universitaires du Nord et du Sud du Pays au niveau de l'Académie des Sciences. Veuillez excuser la Professeure Bernadette Mérenne, qui a présidé le GT GEO, qui participe à titre d'expert dans le groupe « Référentiel Géo du Tronc commun » et qui est empêchée. Nous souhaiterions, au cours de cette entrevue aborder les trois points suivants: les travaux du GT GEO, la réforme du « tronc commun » et la formation des enseignants.

Les travaux du GT GEO

Pour rappel, les travaux du GT GEO ont permis de cibler la spécificité mais aussi l'originalité de notre discipline et de pointer les éléments ne sont pas mis en œuvre au travers des cours d'histoire, de sociologie ou d'économie. Trois propositions majeures émergent du rapport du GT GEO :

- Regrouper la Géographie physique et la Géographie humaine et donner à la discipline une autonomie propre tout en renforçant ses liens avec les autres disciplines (sciences, histoire, math, français, psychomotricité...). La géographie n'est pas qu'une science humaine. Ses trois apports spécifiques sont d'une part, aider les élèves à mieux de situer dans leurs espaces de vie, d'autre part, les ouvrir à l'ailleurs et également d'éclairer spatialement les grands enjeux de notre temps dans leurs dimensions tant physiques qu'humaines.
- Intégrer les pratiques et outils du numérique dans les apprentissages et mettre en place une plateforme en ligne du type d'Edugéo (France <http://www.edugeo.fr/>) afin de permettre aux élèves de développer de nouvelles compétences en lien avec les immenses possibilités offertes aujourd'hui par le numérique.
- Donner à tous les enseignants une réelle formation en géographie (savoirs de base) et en didactique de la géographie.

La réforme du « tronc commun »

Cependant notre présence aujourd'hui est d'autant plus justifiée par l'actualité récente et en particulier en ce qui concerne le dossier du tronc commun. Nous ne mettons en doute ni sa légitimité et ni sa cohérence, mais nous avons des craintes sur base des informations divergentes relayées par la presse relatives au module des sciences humaines. Nous avons le sentiment que la géographie ne fait pas partie de vos priorités

politiques et nous souhaitons mettre en avant nos arguments pour défendre les apprentissages géographiques en 3^{ème} année :

- Nous sommes unanimes pour défendre l'unicité de la Géographie. Or, il y a quelques mois, nous apprenions le maintien de la géographie physique dans le groupe Sciences du Référentiel privant ainsi la géographie, confinée dans les sciences humaines de la possibilité de pouvoir établir les liens puissants qui existent entre les composantes physiques et humaines des grands enjeux de notre temps. Voulez-vous aller vers un cours Histoire-Géo à la Française dont les dérives sont connues ? Alors que des pays ou Région tels que le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Flandre pour ne pas la citer, reconnaissent cette « géographicit  ». La force d'analyse de notre discipline est de se situer au carrefour des sciences exactes et des sciences humaines. Pensons à des notions traitées par les cours de géographie comme les risques naturels, les changements climatiques, l'accès à l'eau, ou encore la mobilité. La finalité de la géographie est bien d'étudier ces interrelations entre les hommes et leurs territoires en utilisant l'information quasi exclusivement produite aujourd'hui à travers des systèmes d'information géographique (SIG) et diffusée à travers des globes virtuels, des g oportails, des systèmes de navigation (GPS), des systèmes de réalité virtuelle et augmentée. Ces nouveaux outils se substituent aux atlas « papier » du XXIème siècle.
- Cette semaine, dans les média, nous avons appris que notre discipline ne serait plus enseignée en 3^e année. Comment justifier un tel choix ? S'agit-il seulement du résultat d'un lobbying plus intense des historiens ? Ne pourrait-on imaginer une alternative intégrant par exemple les notions de sciences sociales et de sciences économiques dans les cours d'histoire et de géographie, ce qui est la solution adoptée par la plupart des pays européens et qui est en fait déjà partiellement une réalité, le cours d'histoire intégrant de nombreux savoirs sociaux et la géographie de nombreux savoirs économiques ? Supprimer la formation géographique en 3^e année remet en cause les acquis visés par le cours de géographie dans le tronc commun ; en effet, ce n'est qu'à ce stade de développement que les adolescents ont acquis la maturité suffisante, selon les pédagogues et psychologues, pour aborder les causalités des processus, leurs interrelations. Veut-on, dès lors, priver tous nos adolescents de clés de lecture d'un monde de plus en plus complexe dans lequel ils devront être les acteurs de demain ?
- Il nous semble indispensable d'organiser un cours de géographie en troisième secondaire : il va de soi que la formation géographique s'inscrit dans des visées citoyennes et que c'est à partir de 15 ans que l'adolescent prend pleinement conscience de la majorité des enjeux citoyens : l'approche géographique se fait sur des objets (flux migratoires, flux commerciaux, étalement urbain,...) qui permettent de développer des concepts transversaux (p.ex. mondialisation, développement durable...). Ces objets et les concepts qu'ils alimentent contribuent sans conteste à la formation de l'identité sociale et sociétale de nos adolescents. Il ne faudrait pas réduire la géographie à des connaissances factuelles (lieux, faits,..).

- Plus spécifiquement, la formation géographique permet de développer l'éducation par et pour l'environnement, comme le préconise le rapport du Service général de l'Inspection de juin 2014, et ce, surtout à partir de la troisième année. Cette perspective éducative accorde en effet une place fondamentale aux relations à tisser entre notre environnement et nous, relations qui intègrent des dimensions affectives, cognitives, imaginatives, symboliques et pragmatiques. A ce titre, la Géographie est directement concernée par les relations qui touchent à l'identité territoriale et à l'ancrage de toute personne dans son environnement. La géographie est donc un vecteur fondamental pour former des citoyens responsables qui habitent véritablement les lieux qu'ils utilisent, qui se sentent concernés par leur devenir, tout autant que par les lieux distants qu'ils impactent du fait de leurs comportements.
- Nous vous demandons instamment de revoir vos choix qui clairement favorisent l'histoire au détriment des autres disciplines (géographie mais aussi économie et sociologie) car supprimer la formation géographique en 3e année, c'est l'exclure du dispositif de certification au terme du tronc commun, empêchant la discipline d'intervenir dans le processus global d'évaluation et réduisant par voie de conséquence son importance aux yeux des parents et des élèves. Ainsi, nos collègues sur le terrain se sentent de plus en plus inquiets et désemparés.
- Décider de l'organisation spécifique d'un cours de géographie jusqu'en fin de tronc commun, c'est permettre à tous les élèves d'accéder aux savoirs de base initiés depuis l'enseignement fondamental. C'est une vraie question d'équité sachant que plus de 50% des élèves seront réorientés vers les filières qualifiantes au terme du tronc commun.

La formation des enseignants

Au niveau de la formation initiale des enseignants pour le fondamental et le premier cycle du secondaire, l'interdisciplinarité est potentiellement un grand avancée pour autant :

- que les « généralistes » (instituteurs, régents bi ou tri-disciplinaires) soient correctement formés à chacune de disciplines constitutives et en maîtrisent les fondements épistémologiques, notionnels et méthodologiques. Cela implique un nombre d'heures suffisant de didactique disciplinaire dans la formation initiale et des mises en œuvre dans des espaces d'interdisciplinarité (apprentissage par projets, stages, cours centrés sur l'intégration interdisciplinaire). On ne pourra s'épargner une réflexion sur la formation continue pour la période de transition qui va durer plus d'une décennie compte tenu du taux de renouvellement des cadres.
- que la détermination des acquis d'apprentissage et les programmes (et les évaluations externes associées) soient aussi conçus dans une interdisciplinarité faisant appel aux forces de chacune des disciplines et ne transigeant pas sur la qualité des apports respectifs. Cela suppose que le pilotage du système intègre pleinement des spécialistes de chaque discipline travaillant dans un cadre où l'interdisciplinarité est possible (cela implique donc un investissement réel,

temps et rémunérations, dans les structures de pilotage, ou à tout le moins un réel processus de consultation/validation).

- qu'un réel travail d'accompagnement multidisciplinaire soit entrepris au niveau des référentiels (manuels, sites internet support, réflexion sur les modes d'accompagnement pédagogiques spécifiques).

En conclusion, il est clair à nos yeux que les choix opérés dans le cadre des sciences humaines se révèlent une très mauvaise solution qui a pour effet de déshabiller l'un pour rhabiller l'autre et n'offre pas à chaque discipline comme l'histoire et la géographie, la place qu'elles méritent de facto dans la formation de nos jeunes dans un monde en mutation.